



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 25/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL RICARD GRANITS

La trivalle -
81100 Burlats

Références : 81-CARMIN-2023-09
Code AIOT : 0006803542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement SARL RICARD GRANITS implanté Le Roubi 81100 Burlats. L'inspection a été annoncée le 06/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL RICARD GRANITS
- Le Roubi 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 autorise le renouvellement d'exploiter et l'extension de

cette carrière de granite pour une durée de 30 ans.

La superficie est de 19,19 ha et la production maximale annuelle est de 9 500 t.

La production de 2022 a été de 2 400 t.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- extraction, phasage, cote minimale et hauteur des fronts,
- plan de l'exploitation,
- déchets sur site (ferraille).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article CE 4	Sans suite	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article CE 3-1	/	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article CE 3-2	/	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article PP 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La lettre de suite préfectorale proposée porte sur un point documentaire resté en suspens lors de l'inspection précédente réalisée en 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article CE 3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction de la roche est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche : <ul style="list-style-type: none">- soit avec l'utilisation de foreuses et d'explosifs,- soit avec l'utilisation de disques et fils diamantés. L'exploitation a un rythme annuel moyen de 8000 tonnes. Elle se déroule en 6 phases de 5 ans chacune et sur 2 zones (centrale et Est) conformément aux plans joints (cf. Annexes 4 à 10).
Constats : L'extraction est réalisée avec des foreuses et des explosifs. L'exploitant réfléchi à l'acquisition d'une machine de découpe à fil diamanté. La production sur l'année écoulée de 2022 a été de 2 400 t. Deux personnes travaillent à l'exploitation de la carrière : le gérant et un salarié. L'extraction est en début de la phase n° 2 avec un peu de retard qui ne nécessite pas la refonte du phasage pour le moment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article CE 3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Cotes minimales d'extraction et dimensions des gradins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale en fond d'excavation est fixée à : <ul style="list-style-type: none">- zone d'exploitation centrale : 505 m NGF ;- zone d'exploitation Est : 560 m NGF. La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 m et la largeur minimale des banquettes est de 5 m. En tout point où des travaux d'affouillement et d'extraction sont réalisés, la hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité du terrain et du gisement exploité
Constats : La hauteur des fronts en exploitation est inférieure à 10 m. Le fond de l'excavation bien que très probablement en dessous de la cote minimale autorisée de 505 m en zone centrale, n'a pu être connu de l'inspecteur en absence de plan d'exploitation.
Observations : Lors de l'élaboration du plan d'exploitation, la cote minimale de l'exploitation sera appréciée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article CE 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en bordure du périmètre autorisé ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ;- les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ;- Les zones remises en état. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation n'a pas été mis à jour.
Observations : Ce point était déjà mentionné lors de la dernière inspection de 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article PP 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. L'exploitant conserve les justificatifs correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant conserve sur le site quelques déchets de ferraille (chenilles usagées et une citerne) qui feront l'objet d'une reprise par la société Ets BIEYSSE implantée à Castres, dès lors qu'ils seront en volume suffisant pour l'enlèvement. Deux autres pelles usagées sont présentes (Liebherr 942) qui malgré leur aspect sont fonctionnelles et utilisées pour le forage du granite avec les gailleuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet